

Communiqué de la Fédération SUD éducation du 14 novembre 2014 La fédération SUD éducation soutient toutes les mobilisations qui prennent naissance contre les politiques d'austérité, contre la répression généralisée, pour le service public et les droits des salarié-e-s, pour des moyens pour un service public d'éducation égalitaire et émancipateur. Elle appelle à les développer et à les généraliser pour changer les rapports des forces. Après une trop longue période de grande atonie du mouvement social, ce mois de novembre voit se dessiner une multiplicité de mobilisations qui peu-vent marquer un réveil des luttes. Il est temps ! Le 15 novembre l'initiative pour une alternative à l'austérité donne lieu dans certaines localités à des mobilisations unitaires. Depuis des mois, les salarié-e-s des hôpitaux se mobilisent contre les conditions faites à la santé dans le contexte de l'austérité, rejoint-e-s par de nombreuses associations. Ils et elles seront à nouveau à Paris le 18 novembre pour manifester à l'heure où les député-e-s discutent de nouvelles restrictions budgétaires. Ce même jour, les syndicats de la Fonction publique (CGT, FA-FPT, FSU, Solidaires) seront aussi dans la rue pour protester contre le budget d'austérité, pour les postes et les salaires, avec selon les lieux des mobilisations diverses. Déjà ces derniers jours, les lycéen-n-e-s et les étu-diant-e-s se sont mobilisé-e-s en réaction à la mort de Rémi Fraisse, tué par un jet de grenade de la Gendarmerie. Ce drame n'est pas un accident, il est le résultat de plusieurs mois de violences poli-cières croissantes envers les opposant-e-s au bar-rage du Testet pour imposer un projet inutile. La répression à laquelle ils et elles ont fait face n'est pas isolée : le gouvernement crée un climat de violences et de criminalisation des mouvements sociaux pour dissuader toute mobilisation. C'est d'ailleurs une nouvelle escalade dans la répression qu'a choisi le pouvoir face aux mobilisations naissantes de la jeunesse : armada policière et intimidations des manifestant-e-s, interdictions d'assemblées générales et fermetures administratives d'universités pour empêcher les étudiant-e-s de s'organiser et d'agir... Les 20 et 22 novembre seront des moments de mobilisations importants contre les violences et l'impunité policières, en soutien aux condamné-e-s et incul-pé e s suites aux mobilisations, pour le droit de cir-culer, de s'exprimer et de manifester. En Ile-de-France et dans divers départements, le 20 novembre sera une journée de grève dans l'éducation, avec comme déclencheurs principaux : - Les conséquences générales de l'austérité sur le service public d'éducation avec une hausse continue du nombre d'élèves, le manque de remplaçant-e-s, le développement de la précarité ; - La refonte de l'éducation prioritaire qui réduit le nombre de zones concernées et fait sortir beau-coup d'écoles et collèges des dispositifs qui bénéficient de trop maigres moyens supplémen-taires ; - La réforme des rythmes scolaires qui a aggravé les inégalités territoriales et détérioré nos condi-tions de travail comme celles des élèves. Le 6 décembre aura lieu une manifestation nationale contre la précarité et le chômage à l'initiative des associations et syndicats en première ligne.

L'austérité et la répression sont les deux faces d'une même politique antisociale et de plus en plus autoritaire. Nous n'en sommes qu'aux premiers pas dans les projets de l'Union Européenne, du MEDEF et des gouvernements dans la destruction générale des droits sociaux, du droit du travail et des solidarités.

Les mobilisations contredisent l'idée qu'il n'y a pas d'alternative aux régressions sociales sans fin ; le gouvernement veut à tout prix les faire cesser, par la force si c'est nécessaire.

Il est temps de réagir, de construire des mobilisa-tions d'ampleur. Multiplions les AG dans les écoles et les établissements, dans les villes et les départe-ments, construisons les mobilisations pour inverser le cours des choses ! Ils ne s'arrêteront que là où nous les arrêterons

Documents joints

[Contre l'austérité et la répression, pour le service public et le droit à l'éducation - Pour un réveil des luttes !](#)